

JOURNAL OFFICIEL
DE LA
RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
DE
MAURITANIE

BIMENSUEL
*Paraissant les 15 et 30
de chaque mois*



22 Ramadan 1413
15 Mars 1993

35^e année

Sommaire

I. - LOIS ET ORDONNANCES

II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

Premier Ministère

Actes divers

18 février 1993 Décret n° 20 - 93 instituant un comité interministériel de suivi du document cadre (DCPE) 1992 - 1995 et de l'aide mémoire de politique économique et financière (AMPEF) 1992 - 1995

Ministère de la Défense Nationale

Actes divers

3 février 1993 Arrêté n° 064 portant attribution du Brevet de Capitaine à des officiers de l'Armée Gendarmerie Nationale.

23 février 1993 Décret n° 21 - 93 portant nomination des Elèves Officiers au grade de sous - lieutenant Nationale.

Ministère de la Justice

Actes divers

31 décembre 1993 ... Arrêté n° 699 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un magistrat.

8 février 1993 Décret n° 15 - 93 portant affectation de certains magistrats titulaires.

8 février 1993 Décret n° 16-93 portant détachement d'un magistrat.

8 février 1993	Décret n° 17-93 portant maintien en activité de certains magistrats atteints par la loi n° 93-001 du 15 janvier 1993 relative à la réforme de la magistrature.
8 février 1993	Décret n° 18-93 portant détachement de certains magistrats.
16 février 1993	Arrêté n° R - 024 fixant la liste des magistrats intérimaires autorisés à participer aux cours de formation à l'Ecole Nationale d'Administration.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

Actes divers

2 février 1993	Arrêté n° R - 015 fixant les attributions du Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications et portant délégation de signature.
6 février 1993	Décret n° 93 - 030 portant nomination d'un directeur au ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications.
17 février 1993	Arrêté n° 080 portant rectificatif de l'arrêté n° 487 du 2/9/92 portant nomination et affectation des élèves-officiers de police.

Ministère des Finances

Actes divers

31 décembre 1992 ...	Arrêté n° R - 127 fixant les attributions du secrétaire général du ministère des Finances et portant délégation de signature.
----------------------	---

Ministère du Plan

Actes réglementaires

3 février 1993	Arrêté n° R - 018 portant création d'un comité de suivi du crédit agricole et fixant ses modalités de fonctionnement.
----------------------	---

Actes divers

6 février 1993	Décret n° 93 - 032 portant agrément du Complexe touristique "Tergit Vacances" S.A. des entreprises prioritaires du code des investissements.
----------------------	--

Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

Actes réglementaires

29 décembre 1992 ...	Arrêté n° R - 126 abrogeant certaines dispositions de l'arrêté n° R - 87 du 18 octobre 1987 relatif à la réglementation de certains produits.
----------------------	---

Ministère des Mines et de l'Industrie

Actes divers

1er février 1993	Arrêté n° 040 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de yaourt.
------------------------	---

Ministère de l'Équipement et des Transports*Actes réglementaires*

17 février 1993 Arrêté n° R - 026 fixant le tarif des redevances de passage des bacs de Rosso.

Ministère de l'Éducation Nationale*Actes réglementaires*

6 février 1993 Décret n° 93 - 031 fixant les modalités d'attribution des bourses de l'Enseignement de l'Enseignement Technique moyen et des stages ou de perfectionnement en Mauritanie.

8 février 1993 Arrêté n° R - 017 portant homologation des diplômes de l'Institut Supérieur Scientifique.

Actes divers

14 février 1993 Arrêté n° 066 portant rectification de l'arrêté n° 680 en date du 28/12/92 portant affectation de certains fonctionnaires.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports*Actes divers*

11 janvier 1993 Arrêté n° 0061 portant mise à la retraite d'un fonctionnaire pour limite d'âge.

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales*Actes réglementaires*

30 décembre 1992 ... Arrêté n° 686 portant création du Bureau d'exécution du projet (BEP) de Renforcement des services de santé primaires au sein de la direction de Coordination du projet santé population.

Actes divers

5 janvier 1993 Arrêté n° 002 portant réintégration d'un fonctionnaire.

Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement*Actes divers*

28 décembre 1992 ... Arrêté n° 683 portant désignation du président et des membres de la commission des marchés du ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement.

III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION**IV. - ANNONCES**

II - DÉCRETS, ARRÊTES, DÉCISIONS

Premier Ministère

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 20 - 93 du 18 février 1993 instituant un comité interministériel de suivi du document cadre de politique économique (DCPE) 1992 - 1995 et de l'aide mémoire de politique économique et financière (AMPEF).

ARTICLE PREMIER. Il est institué un comité interministériel chargé du suivi du programme d'ajustement.

ART. 2. - Ce comité veille à la bonne exécution des mesures et à la réalisation des objectifs contenus dans le document cadre de politique économique (DCPE) 1992 - 1995 et dans l'aide mémoire de politique économique et financière (AMPEF) 1992 - 1993.

Il s'assure en particulier de l'exécution à leur échéance des mesures inscrites dans la matrice annexée au document cadre de politique économique et à l'aide mémoire de politique économique et financière.

ART. 3. - Le comité interministériel de suivi de l'exécution des mesures du programme d'ajustement comprend :

- le ministre chargé du Plan ;
- le ministre chargé des Finances ;
- le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie.

ART. 4. - Le comité interministériel de suivi se réunit une fois par mois en session ordinaire sur convocation de son président et autant de fois que nécessaire en session extraordinaire.

Il élabore trimestriellement un rapport relatif à la situation de l'exécution du programme, mentionnant les éventuels écarts, aux perspectives et aux besoins en fonds.

ART. 5. - Le comité est présidé par le ministre chargé du Plan. Il est assisté d'un comité technique chargé de fournir des informations utiles relatives à l'exécution - dessus, de mener des études et de rapporter aux différents départements concernés.

ART. 6. - Le comité est assisté d'un comité technique chargé de fournir des informations utiles relatives à l'exécution - tout membre du gouvernement est invité à participer aux réunions lorsqu'un département est concerné.

ART. 7. - Chaque ministre est tenu de faire fonctionner les services techniques de son département et de leur donner le caractère sectoriel. Ils pourront être regroupés en comité technique.

ART. 8. - Le ministre chargé des Finances et le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie sont chargés de l'exécution de l'aide mémoire, de l'exécution du programme, de l'exécution du rapport publié au Journal Officiel de Mauritanie.

Ministère de la Défense Nationale

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 064 du 3 février 1993 portant attribution du Brevet de Capitaine à des officiers de l'Armée Nationale et de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER. Le Brevet de Capitaine est attribué aux officiers dont les noms et matricules suivent, à compter du 1er août 1992 :

- LT Moma ould Mohamed Bouya 81.484

- EV1 Mohamed El Hadj
- LT Bekaye ould Mohamed
- LT Brahim ould Mohamed
- LT Sidi Aly
- LT Mohamed ould Mohamed
- LT Mohamed Abdou
- LT Abderrahmane
- LT Sidi Mohamed

- LT Mohamed ould Dechagh	82.669
- LT Hamoud ould Mohamed Hamada	85.286
- LT Mohamed o/ M'Bareck H'Meidy	83.440
- LT Mohamedou ould Javar	85.278
- LT Saleh ould Mohamed	85.251
- LT Mohamed Abdellahy ould Horma	84.373
- LT Cherif Moctar o/ MIID Lemine	84.070
- LT Ahmed ould Weiss	79.916
- LT Cheikh ould Zamel	80.1186
- LT El Moustapha o/ Essakhaoui	82.152
- LT Bechir ould Dah	69.107
- LT Ahmed ould Abdel Wedoud	81.439
- LT Ismail ould Ahmed	79.593
- LT MHD Mahmoud ould Ely	82.656
- LT Sid'Elemine ould Ebi El Meady	86.288
- LT Sanoury ould Youmbaba	82.667
- LT Abdellahy ould Mohamed	81.449
- LT Cheikh Ahmed Jiddou ould MHD Lemine	78.922
- LT Moustapha ould Sidi Aly	80.906
- LT Ely Zayed ould M'Bareck	82.632
- LT El Yezid ould Moulaye Ely	76.358
- LT El Ghassem ould Bembary	86.171
- LT Mohamed ould Greiva	81.607

GENDARMERIE NATIONALE

- LT Kone El Hassen	80.101
- LT MHD Lemine ould Mohamed El Moctar	89.100
- BT Sidi ould Ekhdeyem	81.088

ART. 2. - Le chef d'Etat - Major Nationale et le chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Justice

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 699 du 31 décembre 1993 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un magistrat.

ARTICLE PREMIER - Est constaté à compter du 5 mai 1992, la cessation définitive de fonction pour cause de décès le feu Bouh ould Sidi Mohamed, magistrat, mle 21713 A précédemment conseiller à la Cour d'Appel de Kiffa.

DÉCRET n° 21 - 93
nomination des Elèves
lieutenant d'active de

ARTICLE PREMIER. Les
les noms et matricule
de sous -Lieutenant
1992 :

EOA- Mouhamed Ab
Moustapha
EOA Mohamed Bam
-Lemrabott Ou
EOA Abdallahi Oul
EOA Dah Ould Moh
EOA --Mohamed Sal
EOA Mhd Lemine O
EOA Bocar Mamado
EOA Mohamed Lem
EOA Ahmed Ould M
EOA Ely Ould Heme
EOA Mohamed Sale
EOA Mahfoud o/ MF
EOA MHD Lemine
EOA MHD Abdallahi
EOA Abdallahi o/ K
EOA Dechagh o/ Sid
EOA Ahmed Ould M
EOA Mohamed o/ Si
EOA Mohamed Vad
EOA Hamoudy o/ Y
EOA Bowa Ould I
EOA Ahmed Salem
EOA Mohamed Abd
EOA Sidi Ould Sadv
EOA Mohamed Rad
EOA Mohamed Lim
EOA Mohamed Oul
EOA Mohamed Lem

ART. 2. - Le minist
chargé de l'exécuti
publié au Journal Of
de Mauritanie.

ART. 2. - Le présent
Officiel de la Républ

DÉCRET n° 15 -
affectation de certains

ARTICLE PREMIER -
suivent, reçoivent à
affectations suivantes

NOMSET PRENOMS	MATRICULE	ANCIEN POSTE
Limam o/ Teguedi	49.581B	inspt Gl admi Judi et Pétiare
Eba o/ Med Mahmoud	50.538G	Substitut Gl cour Suprême
Mohameden o/ Medou	49.356X	Pdt chbre civile tribl régl Néma
Med Abderrahmane o/ Abdy	49344J	Procu Rép trbl régl Nktt
Med ould Mahand Baba	11848C	Pdt trbl Mghataa Rosso
Ahmed El Hacen o/ Cheikh	49.341F	Pdt Trbl Mghataa El Mina
Med Baba o/ Ahmedou saleck	11905N	Pdt trbl Mghataa Sebkha
Saadna o/ Cheikh Maloum	49.348N	Pdt Trbl Mghataa Ksar
Sidi Med o/ Lebatt	11821Y	Procu Gl cour d'appel Nktt
Hassana o/ Sidi Med	49330T	Dir Admi pénite, ciaire
Sidaty o/ Hamady	11.824B	Pdt chbre civile Trbl Rég Aioun
Med Iemine o/ M'hamed	21.714B	Pdt Trbl Mghataa Moudjéria
Med Mahfoudh o/ Mohameda	11683Y	Pdt Trbl Mghataa M'Bagne
Sidi o/ Sid'Ahmed Baba	11823A	Pdt Trbl Mghataa Kankossa
Med El Moustapha o/ Ahmedou	12304Y	Pdt trbl Rég Selibaby
Mohamed o/ Sidi Med	11847B	En service au M de la Justice
Med Lemine o/ Abdel Kader	11905P	Pdt Trbl Mghataa Akjoujt
Ahmed Mahmoud o/ Cheikh	49976L	Inspct Gl Adjt Admi Judici et Pénitentiaire
Nagi o/ Ahmed Abdellahi	49358Z	En service à la direction des études et de la réforme

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DÉCRET n° 16-93 du 8 février 1993 portant détachement d'un magistrat.

ARTICLE PREMIER - Est prononcé à compter du 06 octobre 1992, le détachement auprès du Secrétariat d'Etat chargé de la Lutte Contre L'Analphabétisme et de l'Enseignement originel, du Magistrat Abdellahi ould Meine, matricule 11.882 P.

ART. 2. - Pendant la durée de son détachement, l'intéressé sera pris en charge par Secrétariat d'Etat chargé de la Lutte Contre L'Analphabétisme et de l'Enseignement originel.

ART.3. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DÉCRET n° 17-93 du
en activité de certains
d'âge.

ARTICLE PREMIER -
suivent atteints par la
activités pour une pér
janvier 1993 et ce con
l'article 61 (alinéa 2)
novembre 1982 port
Magistrature.

il s'agit
- Mohamed Salen
Addoud
- Neine ould Bah
- Sow Mohamed P
- Mohameden ould

ART.2. - Le présent c
Officiel de la Républiq

DÉCRET n° 18-93 du 8 février 1993 portant détachement de certains magistrats.

ARTICLE PREMIER - Est prononcé à compter du 06 octobre 1992, le détachement d'office auprès du ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération des Magistrats ci-dessous désignés, pour être mis à la disposition du gouvernement des Emirats Arabes Unis.

Il s'agit de Messieurs :

- El Moustapha o/ Mohamed Abderrahmane matricule 30 288Z
- Mohamed Lemine o/ Mohamed Beiba matricule 11 906Q
- Abd dayem o/Cheikh Ahmed Bilmaaly matricule 11878L
- Ahmed cheikhna o/ mohamedeno/ Amatt matricule 21 710X.

ART. 2. - Pendant la durée de leur détachement, les intéressés seront pris en charge par le Gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes-Unis.

ART.3. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° R - 024 du 16 février 1993 fixant la liste des magistrats intérimaires autorisés à participer au recyclage organisé à l'Ecole Nationale d'Administration.

ARTICLE PREMIER. - Les magistrats dont les noms suivent, sont autorisés à participer au recyclage organisé à l'Ecole Nationale d'Administration à Nouakchott qui aura lieu pendant la période du 18 octobre 1992 au 18 janvier 1993 :

Il s'agit de :

MM

- Mohameden oud Abderrahmane
- Mohamed Sidi oud Boubout
- Ahmed oud Ahmed Salem
- Mohamed Abdellahi oud Teyeb
- Mohamed Mahmoud oud Ismaïl
- Mohameden oud Sid'Brahim
- Mohamed Mahfoudh oud Baba
- Mohamed Fadel oud Mohamed Salem
- Abdellahi Salem oud Cheikh Ahmedou
- Taghi oud Mohamed Abdellahi
- Sidi Mohamed oud Ahmed Elemine
- Ahmed Salem oud Moulaye Ely
- Seyed oud Ahmed
- Haimeda oud Elemine
- Mohamed Lemine oud Daddah
- Mohameden Baba oud Mohamed Mahmoud
- Mohamed oud Sidi Mohamed
- Sy Abdoul Aziz
- Mohamed Yahya oud Oumar
- Mohamedou oud Ahmed Salem oud Eby
- Soufi N'Guiya Ba
- Sid'Brahim oud Mohamed Khattar
- Yeslem oud Didi
- Ben Amar oud Veten
- Mohamed Yahya oud Cheikh Mohamed Meur
- Mohamed Abdarraahmane oud Mohamed Lemine

- Mohamed oud
- Mohameden oud
- Ahmed Seyed Sa
- Moulaye Abdarr
- Yahya oud Moh
- Mohamed Yehdl
- Tourad oud Mo

ART. 2. - Le programme enregistreé durant l le suivant :

LE TRIBUNAL

- Modes de saisine
- Les audiences
- Les jugements a
- Les exécutions
- et commerciale
- Les contraintes
- commerciale
- Les ordonnances
- Les ordonnances

LE PARQUET

- Les modes de
- flagrant délit,
- suite)
- Réquisitoire int
- Réquisitoire sup
- Réquisitoire déf
- non - lieu ou de r
- Exécution de
- correctionnel
- Le ministère pul

LE TRIBUNAL

- Les Modes de s
- Les audiences
- Les jugements
- Les jugements
- Rédaction des j
- Appel des juge

LE JUG

- Les Modes de sa
- Les actes d'infor
- et autres)
- Les mandats
- Les ordonnanc
- Appel des ordo

LA CO

- Procédure deva

LES V

LES PROCES

- Présentation d
- Contrats
- Principe de base
- litiges collectifs
- Notions général
- procédure conte

- Procédure judiciaire en matière de contrôle Economique
- Procédure judiciaire en matière de législation forestière
- Procédure en matière administrative (le plein contentieux et les recours pour excès de pouvoir)
- Notions générales de responsabilités en matière de droit maritime et aérien
- Notions de Droit Pénal Général
- Etudes de quelques infractions particulières en droit pénal social
- Introduction à l'Etude du Droit Commercial
- Procédure contentieuse en matière de législation foncière et domaniale

- Introduction à l'Administration Publique (sources

ART. 3. - La rémunération des fonctionnaires en charge de leur administration

ART. 4. - Les approches du comportement des fonctionnaires et le recyclage seront abordés

ART. 5. - Le présent Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° R - 015 du 2 février 1993 fixant les attributions du Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications et portant délégation de signature.

ARTICLE PREMIER. Monsieur Kabaould Alewa, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, est chargé, sous l'autorité du Ministre du contrôle et du fonctionnement de l'ensemble de l'administration du département, et notamment des questions suivantes :

- coordination et contrôle de toutes les directions, services et organismes du département ;
- centralisation du courrier adressé au département et attribution du courrier aux directions et services ;
- études et examens préalables des projets de correspondance et d'actes administratifs soumis à la signature du Ministre ;
- études et examens préalables avec les services, de toutes les questions à soumettre au Ministre ;
- contrôle de l'exécution des décisions du Ministre ;
- gestion des crédits ;
- gestion du personnel, des biens, meubles et immeubles affectés au département.

ART.2. - Délégation est donnée à Monsieur Kabaould Alewa, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, à l'effet de signer :

- toutes pièces comptables ;
- les ordres de mission et feuilles de déplacement de tous les fonctionnaires et agents relevant du Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications pour les déplacements effectués à l'intérieur du Pays ;

- les correspondances qui sont adressées au Premier Ministre, aux organismes désignés par le Ministre, les administrations d'Arrondissement ;
- Les notes de service ;
- Les bons de commande ;
- Les bordereaux ;
- Les originaux des messages R/ ;
- Les réquisitions ;
- Les communications ;
- La télévision ;
- Les ampliations ;
- Les circulaires ministérielles ;
- Les marchés ;
- Les Postes et Télécommunications ;
- Les Directions C ;
- du corps de l'Intérieur ;

Pour cette dernière, le Secrétaire Général s'agit de le Ministre et par De

ART.3. -. La signature sera communiquée e - délégué et au contr

ART.4. -.Sont abrogées les dispositions antérieures contraires à l'arrêté n° 062 du 29

ART.5. -.Le présent Journal Officiel de la République

DÉCRET n° 93 - C
nomination d'un directeur des Postes et Télécom

ARTICLE PREMIER. - Est nommé au ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications :

ADMINISTRATION CENTRALE

- *Directeur de la Protection Civile* : Isselmou ould Khairy, attaché auxiliaire, mle 10475 K.

ART.2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 080 du 17 février 1993 portant rectificatif de l'arrêté n° 487 du 2/9/92 portant nomination et titularisation d'élèves - officiers de police.

ARTICLE PREMIER. - Sont rectifiées les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 487 du 2/9/92 ainsi qu'il suit:
Au lieu de : au grade d'officier de 2° classe, 6° échelon, indice 830 à compter du 11 août 1992.

Lire : au grade d'officier 830 à compter du 11 août 1992.
Au lieu de : au grade d'officier 830 à compter du 11 août 1992.
Lire : au grade d'officier 830 à compter du 11 août 1992.
Au lieu de : au grade d'officier 830 à compter du 11 août 1992.
Lire : au grade d'officier 830 à compter du 11 août 1992.
Au lieu de : au grade d'officier 830 à compter du 11 août 1992.
Lire : au grade d'officier 830 à compter du 11 août 1992.

ART.2. - Le reste sans objet.

ART.3. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Finances

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° R - 127 du 31 décembre 1992 fixant les attributions du secrétaire général du ministère des Finances et portant délégation de signature.

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Abeid secrétaire général du ministère des Finances, chargé sous l'autorité du ministre :

- 1° de la coordination de l'activité de l'ensemble des directions, services et établissements relevant du département ou de sa tutelle. A ce titre, Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Abeid est habilité à procéder :
 - à la centralisation du courrier, à l'exception de celui relevant du secrétariat particulier ;
 - à l'affectation du courrier à l'arrivée aux destinataires, chargés de son traitement, annoté de ses instructions soit exclusives, soit en complément de celle du ministre ;
 - à la présentation du ministre du courrier au départ, après examen et étude de conformité ;
 - à l'administration des crédits et à la gestion des biens meubles affectés au département.
- 2° de la mise en application des instructions du ministre, du suivi des affaires relevant de la compétence du département et de la diligence apportée à leur règlement, notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme d'action du département.

A cet effet, Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Abeid principal collaborateur du ministre est chef administratif du département.

Il veille au bon fonctionnement des services et établissements relevant de sa tutelle.

Cette responsabilité s'exerce :

- par des séances de travail avec les particuliers ou les entreprises ;
- par des instances collectives à caractère consultatif ;
- par l'initiation d'actes relatifs au personnel, en ce qui concerne les habilitations du ministre.

ART. 2. - Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Abeid secrétaire général du ministère des Finances est habilité à signer :

- les télégrammes ;
- les communications de radiodiffusion ;
- les fiches de renseignements réglementaires ;
- certaines correspondances des secrétaires départementaux ;
- les permis de construction des établissements résidentiels, commerciaux et artisanaux ;

- tous autres actes sur habilitation expresse, Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Abeid préside la commission départementale des marchés.

ART. 3. - Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Abeid est habilité à signer, par délégation du ministre :

- les bons d'engagement, les pièces comptables et toutes pièces justificatives y afférentes, telles que ordre de missions et feuilles de déplacement à l'intérieur du territoire national, etc....

- les ampliations arrêtés ministériels ;
- tous autres actes

ART. 4. - Le présent disposition antérieure communiqué partout o Journal Officiel de la Mauritanie.

Ministère du Plan

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 018 du 3 février 1993 portant création d'un comité de suivi du crédit agricole et fixant ses attributions et ses modalités de fonctionnement.

ARTICLE PREMIER. - Il est créé un comité de suivi du crédit agricole composé de :

- le responsable de la cellule de planification du ministère du développement rural et de l'environnement ;
- le directeur de l'agriculture au ministère du développement rural et de l'environnement ;
- le directeur du plan - ministère du Plan ;
- le directeur - adjoint du crédit - Banque Centrale de Mauritanie ;
- le représentant de la délégation de la commission des communautés européennes ;
- le représentant de la République Fédérale d'Allemagne ;
- le représentant de la mission de coopération et d'action culturelle ;
- le représentant de la caisse française de développement ;
- le représentant de la Banque Mondiale ;
- trois administrateurs et le directeur de l'union nationale des coopératives agricoles de crédit et d'épargne de Mauritanie.

Le comité de suivi est présidé par le responsable de la cellule de planification du ministère du développement rural et de l'environnement.

ART. 2. - Le comité de suivi du crédit agricole a pour rôles :

- d'assurer une concertation permanente entre l'administration et les bailleurs de fonds du crédit agricole ;
- de suivre l'application de l'accord cadre sur le crédit agricole et des conventions particulières qui lui sont annexées passés entre l'administration et les bailleurs de fonds ;

- d'émettre un avis sur les projets d'opérations intérieures de coopératives agricoles de Mauritanie et de crédit et d'épargne ;
- d'étudier et de proposer des mesures techniques, administratives tendant à améliorer le développement agricole ;
- d'étudier et de proposer des mesures nécessaires au crédit agricole ;
- de connaître des opérations de crédits et de contrôler les structures de crédits ;
- de favoriser et promouvoir le développement des sociétés par actions et des caisses locales de crédit.

ART. 3. - Le comité de suivi se réunit par trimestre ou à tout autre moment des parties.

Le secrétariat du comité est assuré par la cellule de planification du développement rural et de l'environnement.

ART. 4. - Les secrétaires du développement rural et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la Mauritanie.

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 93 - 032 du 12 février 1993 portant agrément du Complexe touristique S.A.R.L. au régime des entreprises des investissements.

ART. 7. -Tergit Vacan
(onze) emplois permanen

ART. 8. - Tergit Vacances bénéficie des garanties prévues au titre II de l'ordonnance n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements.

ART. 9. - La durée des avantages accordés à l'article 2 ci-dessus ne peut être prolongée.

ART. 10. - Les biens ayant fait l'objet d'une réduction des droits et taxes à l'entrée cités à l'article 2 ci-dessus ne peuvent être cédés par l'entreprise qu'avec l'autorisation expresse et préalable du ministre chargé des Finances après avis favorable de la Commission Nationale des Investissements.

ART. 11. - Le non-respect des dispositions du présent décret et de l'ordonnance n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements entraînera, après avis de la Commission Nationale des Investissements,

le retrait de l'agrément, le remboursement au Trésor des droits et impôts afférents obtenus pendant la période de l'investissement au régime de la date fixée par le décret.

Il sera, en outre, fait application par le décret 85-164 d'application de l'ordonnance soumettant à autorisation l'exercice de certaines activités.

ART. 12. - Les ministres du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

ACTES REGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 126 du 29 décembre 1992 abrogeant certaines dispositions de l'arrêté n° R - 87 du 18 octobre 1992 fixant les prix de certains produits.

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions de l'arrêté n° R - 87 du 18 octobre 1992 fixant les prix des produits ci-dessous sont abrogées en ce qui concerne les produits ci-dessous :

- Riz
- Sucre blanc cristallisé
- Thé 8147
- Farine de froment
- Huile en fut.

ART. 2. - Le secrétaire général du ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, l'Approuvisionnement et de la Concurrence, les Walis et Hakem, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié suivant la procédure d'urgence et de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Mines et de l'Industrie

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 040 du 1er février 1993 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de yaourt à Nouakchott.

ARTICLE PREMIER. - Les Ets Mohamed Abderrahmaneould Limame sont autorisés à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité de fabrication de yaourt à Nouakchott conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n° 85 - 164 du 31/7/1985.

ART. 2. - Les Ets Mohamed Abderrahmaneould Limame sont tenus d'employer 20 travailleurs permanents.

A cet effet, ils doivent présenter au ministre de l'Industrie dans les 3 mois de la date de signature du présent arrêté, l'exploitation de son unité, l'avis de la Commission Nationale de Sécurité Sociale, l'avis des services de ces travailleurs, faute de quoi, l'unité sera retirée.

ART. 3. - La date de mise en service prévue à l'article 2 ci-dessus est fixée au 1er mars 1993 au ministre chargé de l'Industrie.

ART. 5. - Le secrétaire général
et de l'Industrie est chargé
arrêté qui sera publié
République Islamique d'

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ART. 3. - Le paiement entre les mains du per délivrance d'un ticket n la redevance et détaché

Chaque ticket ainsi que du paiement de la redev. véhicules, comporter l. ceux - ci afin de permett

- ART. 4. -** Les sommes perçues à l'objet d'un versement je la régie autonome des bacs. Ce versement se fera par quittance.

ART. 5. - Toutes les dispositions du présent arrêté sont relatives à l'arrêté n° R

ART. 6. - Le Secrétaire
l'Equipeement et des
l'exécution du présent p
au Journal Officiel de
Mauritanie.

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ART.2.- La commission est composée de :

- *Président :*
- Le Secrétaire Général
- l'Enseignement Supérieur
- *Membres :*

Membres :

- Le directeur de l'Enseignement Supérieur ;
- Le directeur de l'Enseignement Technique ;
- Le directeur de l'Enseignement de l'Enfance ;
- Le directeur de l'Enseignement de l'Adulte ;

Coopération :

- Le directeur du Service National ;
- Le directeur du Service de l'Enseignement ;
- Le directeur des Services de l'Enseignement ;
- Le directeur de l'Enseignement de l'Adulte ;

Un représentant de l'Education Nationale ;

Cette commission est placée sous l'autorité du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur qui fixe l'ordre du jour de ses réunions et approuve ses conclusions.

- Un représentant qualifié du ministère du Développement Rural et de l'Environnement ;
- Un représentant qualifié du ministère chargé des Mines ;
- Un représentant qualifié du ministère de la Santé ;
- Un représentant qualifié du ministère des Pêches ;
- Un représentant qualifié de l'Université de Nouakchott ;
- Deux représentants des professeurs de l'Enseignement Supérieur ;
- Quatre représentants des étudiants ;
- Un représentant des parents d'élèves.

Les directeurs des établissements nationaux d'Enseignement Supérieur et un représentant de l'organisme national des étudiants et stagiaires mauritaniens peuvent être admis aux délibérations avec voix consultative.

Le secrétariat de la commission est assuré par le directeur de l'Enseignement Supérieur.

ART.3. - La commission se réunit sur convocation de son président, au moins deux fois par an, pour examiner les propositions des services techniques et débattre de toutes les questions relatives à la politique de formation des cadres qui lui sont soumises. La commission ne peut se réunir valablement que si la moitié plus un de ses membres sont présents. Ces décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ART.4. - Nul ne peut bénéficier d'une première attribution de bourses, de sa prolongation, de son rétablissement, d'un changement d'orientation ou d'un transfert, si son cas n'a pas été examiné par la commission.

Toutefois, en cours d'année universitaire et en cas d'urgence, un comité restreint peut se substituer à la commission pour donner son avis sur les cas particuliers.

En outre, en cas de présélection, les dossiers de candidature sont soumis à ce comité qui arrête la liste destinée à la présélection.

ART.5. - Le comité restreint est composé ainsi qu'il suit :

- Président :*
- Le directeur de l'Enseignement Supérieur
- Membres :*
- Le directeur de l'Enseignement Technique ;
- Le directeur de la Planification et de la Coopération ;
- Le directeur du Budget et des Comptes ;
- Le directeur du Plan ;
- Le représentant de l'Université ;
- Le représentant du ministère intéressé ;
- Un représentant des professeurs ;
- Un représentant des étudiants.

ART.6. - Les propositions de la commission et du comité restreint s'il ya lieu, font l'objet de décisions du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur.

ART.7. - Les bourses de sont accordées pour établissements d'Enseignement Supérieur, universités et les classes écoles. Elles peuvent être d'excellence en fonction de des études poursuivies. Pour pouvoir prétendre à l'Enseignement Supérieur être titulaire au moins de l'enseignement secondaire d'un titre reconnu officiellement. Les bourses de l'enseignement destinées aux candidats ne de l'enseignement secondaire profil sont jugés suffisant postulée et correspondant à l'établissement d'accueil. Les bourses de stage perfectionnement professionnel priorité aux personnels de et para - publiques qui exigées par la formation formation ou de perfectionnement neuf (9) mois.

ART.8. - Les bourses à l'étranger dans la mesure où il n'y a pas de national, aucune proposition correspondant au profil de pourraient être accordées par la commission, à la double condition qu'elle soit introduite par une administration spécialisée correspondante ou bourse de coopération soit.

ART.9. - Les candidats sollicitant une bourse de l'enseignement moyen doivent être âgés de moins de 25 ans au 1^{er} janvier de l'année universitaire pour laquelle la bourse est sollicitée.

Pour les étudiants qui sollicitent une bourse de cycle, la limite d'âge est de 30 ans s'ils se trouvent déjà en France Publique.

Les fonctionnaires professionnels, moyenne ou un stagiaire perfectionnement professionnel aux conditions fixées par le décret n° 1000/Publique et ses textes d'application.

ART.10. - Dans la limite des d'inscription disponibles, priorité pour des études de cycle exprimés par les différents établissements publics.

Toutefois, dans le cadre de la coopération avec les autres pays, l'enseignement supérieur national à des ressources régulièrement inscrits universitaires nationaux répondent à la vocation culturelle.

ART.11. - Sous réserve de l'accord du pays ou de l'organisme donateur, les bourses de coopération sont affectées en priorité à des études scientifiques et techniques ou de 3ème cycle.

ART.12. - Les candidats à une bourse d'études sur le sol national sont classés, par ordre de priorité conformément à un barème prenant en considération la note d'admission, la série, le revenu des parents et le déplacement pour raisons pédagogiques.

Pour les bourses d'études à l'étranger, l'ordre de priorité est déterminé par les qualifications scolaires et professionnelles des candidats suivant la spécialité postulée.

En cas de besoin, des tests de sélection peuvent être organisés pour départager les candidats admissibles. Pour les bourses de stages, les candidats remplissant les conditions exigées sont proposés par les départements utilisateurs mais pour les seules spécialités relevant de leur compétence. Les dossiers de candidature des agents de l'Etat sont transmis par le département utilisateur au ministre chargé de la Fonction Publique, pour s'assurer de leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires régissant la Fonction Publique, en particulier le décret n° 82 - 099/bis du 13 août 1982 relatif à la mise en position de stage. Seuls les dossiers jugés conformes sont adressés au ministre chargé de l'Enseignement Supérieur pour placement éventuel des candidats retenus.

Un arrêté du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur déterminera les modalités d'application des barèmes fixant l'ordre de priorité pour l'attribution des bourses à l'intérieur et à l'extérieur. Il déterminera également les modalités d'attribution des bourses entières partielles ou d'excellence.

ART.13. - Les candidats à une bourse d'Enseignement Supérieur ou moyen doivent constituer un dossier dont les imprimés sont fournis par le service chargé de l'orientation.

Ce dossier doit comporter :

- 1- Un formulaire de renseignements généraux signé par le candidat comportant les vœux de ce dernier, classés par ordre de préférence ;
- 2- Un engagement de servir l'Etat pendant au moins 10 ans dès la fin de la période d'études pendant laquelle la bourse a été allouée ;
- 3- Un acte de naissance ou toute pièce authentique en tenant lieu ;
- 4- Un certificat médical attestant que le candidat est apte à poursuivre les études désirées et datant de moins de trois mois ;
- 5- Une copie certifiée conforme des diplômes détenus ainsi que toutes autres références scolaires ou professionnelles permettant d'apprécier la qualification du candidat ;
- 6- Un certificat attestant la nationalité mauritanienne ;
- 7- Huit photographies d'identité ;
- 8- Une demande manuscrite timbrée à 50 UM ;
- 9- Une attestation de service pour les candidats fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat ;

10 - Un extrait de l'acte de naissance datant de moins de trois mois ;

11 - Un certificat de non condamnation ou d'indigence ou d'indigence à une bourse sur le sol national.

Tout dossier incomplet est rejeté.

ART.14. - Les dossiers de renouvellement ou de réattribution de bourses à l'étranger doivent être adressés à la direction de l'Enseignement Supérieur et à la direction de l'Enseignement Technique pour la forme technique pour la forme de transfert ou de cession. Les dossiers de renouvellement ou de réattribution des bourses à l'intérieur des départements doivent être adressés aux départements utilisateurs. Les dossiers de demande de renouvellement ou de réattribution des bourses de fonctionnaires doivent être adressés au ministre chargé de l'Enseignement Supérieur. Les résultats des concours de renouvellement ou de réattribution de la bourse (résultats de fin d'année scolaire, diplômes obtenus) seront communiqués aux candidats ou les établissements d'enseignement de l'Enseignement Supérieur pour placement éventuel des postulants.

Les candidats admis à bénéficier d'une bourse devront déposer leurs dossiers, après publication de la liste, dans les délais fixés. Ils ne peuvent plus être admis à bénéficier d'une bourse universitaire en cours de validité.

ART.15. - Toute pièce du dossier entraîne le rejet du dossier indépendamment de la décision qui pourrait être intentée.

ART.16. - Toute bourse normale des études. Une fois obtenue, elle est valable par cycle. Dans le cas où le candidat a des antécédents de réorientation... Le renouvellement de la bourse est subordonné à la réussite aux examens et travaux pratiques de l'année précédente. En cas d'empêchement majeur, de suivre les études, de passer les examens, le candidat doit en avoir porté immédiatement avis à l'autorité administrative nationale. L'autorité doit recevoir l'attestation de la véracité de la déclaration. En cas de défaut, l'étudiant ou l'agent contractuel ayant renoncé à pourvoir l'Etat et peut être admis à bénéficier d'une bourse conformément à l'article 11.

ART.17. - Tout abandon ou prolongation de la formation, tout refus d'orientation et tout changement de pays, d'établissement ou de régime d'études, qui ne seraient pas autorisés par le ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, après avis de la commission ou du comité restreint, entraînent ipso facto la suppression de la bourse. Le cas échéant, l'intéressé ne pourrait plus prétendre à une bourse à moins d'accéder à un cycle d'études plus élevé.

ART.18. - Tout étudiant, élève ou stagiaire peut voir sa bourse supprimée en cours d'études :

- par suite d'exclusion de son établissement ;
- par manque d'assiduité aux cours ou aux travaux pratiques ;
- pour mauvaise conduite ou faute grave ;
- pour non - production à temps des résultats scolaires au terme de l'année, après avoir subi un précédent échec dans le même cycle.

ART.19. - Les étudiants dont les bourses ont été supprimées par suite d'échecs répétés, obtiennent, sous réserve des dispositions de l'article 16 du présent décret, leur rétablissement sur présentation d'une attestation de succès aux examens.

ART.20. - Des bourses de 3ème cycle et de spécialisation post - universitaire peuvent être accordées, par décision du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, après avis de la commission, compte tenu des besoins et priorités du pays.

Ne peuvent bénéficier de ces bourses, dans la limite des places disponibles, que les candidats détenant l'un des diplômes suivants ou un titre reconnu équivalent :

- maîtrise ou licence (en quatre ans)
- ingéniorat
- doctorat dans les spécialités médicales, vétérinaires et assimilés.

En cas de nécessité, la commission peut faire appel à d'autres critères académiques pour départager les candidats : mention, durée des études antérieures, âges, test de sélection...

ART.21. - En cas de non respect de l'engagement décennal prévu à l'article 13 comme en cas de suppression de la bourse pour l'une des causes prévues aux articles 16, 17, et 18 ci - dessus l'étudiant peut être astreint au remboursement à l'Etat de toutes les dépenses faites ou engagées pour lui en vue de sa formation.

ART.22. - Les taux mensuels des bourses d'excellence, des bourses nationales de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement Technique moyen ou des stages de formation ou de perfectionnement sont fixées ainsi qu'il suit pour la Mauritanie :

<i>Enseignement Supérieur :</i>	
- Bourses d'excellence	8000 UM
- Facultés et instituts assimilés	5000 UM
- Ecoles professionnelles d'enseignement supérieur	6500 UM
<i>Enseignement technique et professionnel moyen :</i>	
- Cycle B	4000 UM
- Cycle C	2500 UM

Les agents de l'Etat admis voie de concours professionnels les mêmes conditions que les Stages de formation professionnels :

- Solde indiciaire de base
- Prestations familiales
- Complément spécial fonctionnaires.

ART.23. - Les taux mensuels pour les études à l'étranger

Enseignement Supérieur :

- Bourse d'Excellence
- France
- Amérique, Europe occidentale
- Gabon, Syrie
- Maghreb, Egypte, Iran
- Côte d'Ivoire, Zaïre
- Autres pays étrangers

Un supplément mensuel d'étudiants poursuivant de tout cycle long à parti complément est également boursiers inscrits dans les Normales Supérieures à l'

Enseignement Technique :

- France
- Amérique, Europe occidentale
- Gabon, Syrie
- Maghreb, Egypte, Iran
- Côte d'Ivoire Zaïre
- Autres pays étrangers

Stage de formation de professionnels :

Le stagiaire conserve l'article précédent. Dans la bourse de coopération ou avantages sont réduits du

ART.24. - Tout cumul de bourses est interdit.

Toutefois, lorsque la bourse étrangère est inférieure à la bourse nationale, un complément dont la différence peut être versée par le ministre chargé de l'Enseignement Supérieur.

ART.25. - Les étudiants, à l'exception des stagiaires, ont droit à leur premier départ d'une bourse d'équipement dont le montant est fixé pour l'Amérique et l'Europe, pour les autres pays, ainsi que pour les établissements nationaux de l'enseignement technique.

Si une indemnité de même montant est versée par le donateur de la bourse, cet

ART.26. - Les étudiants bénéficient annuellement d'une trousseau de 4000 UM.

ART.27. - Les étudiants boursiers poursuivant leurs études à l'étranger bénéficient d'allocation familiale lorsqu'ils sont accompagnés de leur famille. Le taux de ces allocations familiales sont de 200 UM pour un enfant, 900 UM pour deux enfants et 500 UM par enfant supplémentaire. La présence de la famille doit être attestée formellement par les autorités consulaires compétentes.

ART.28. - Des subventions extraordinaires pourront être allouées par décision du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur pour frais de recherche post - universitaire, après dépôt au département d'une copie du mémoire ou de la thèse soutenue au cas où ces frais ne sont pas pris en charge par ailleurs. Ces subventions seront préférentiellement allouées aux étudiants ayant subi une formation dans un domaine prioritaire ou ayant effectué des recherches en rapport avec les réalités nationales.

Les taux de cette subvention sont fixés ainsi qu'il suit :

- Mémoire DES, DEA, DESS, Ingénieur 20.000 UM
- Thèse de 3ème cycle, thèse médecine et spécialités assimilées, Magister 25.000 UM
- Thèse de doctorat d'Etat, PHD 30.000 UM

Toutefois pour les étudiants poursuivant leurs études à l'intérieur du pays des subventions pour mémoire de maîtrise peuvent être attribuées au taux de 12.000 UM.

ART.29. - Les étudiants en cours et en fin d'études et devant effectuer un stage en Mauritanie conserveront leur bourse pendant la durée de ce stage.

ART.30. - Les étudiants boursiers à l'extérieur ont droit à un billet aller en début de formation et à un billet retour en fin de formation au cas où ces billets ne sont pas pris en charge par ailleurs. Ils ont droit également à un voyage gratuit aller et retour tous les deux ans, pendant les grandes vacances, de la capitale du pays d'accueil à Nouakchott.

ART.31. - Les frais de transport de la famille d'un étudiant ne sont pas à la charge de l'Etat.

ART.32. - Sur demande dûment justifiée ou introduite par l'ambassade dont il relève, l'étudiant en fin de formation peut prétendre à 40 kg de bagages de fret aérien.

ART.33. - L'Etat prend en charge au titre des boursiers nationaux les frais médicaux suivants, sous réserve qu'ils ne soient pas assurés par une autre source :

- Les consultations médicales
- Les frais d'hospitalisation
- Les prothèses et appareillages dont l'acquisition est jugée indispensable à la poursuite des études.

L'Etat peut couvrir ces frais de la manière la plus appropriée : affiliation à la sécurité sociale des étudiants, conventions particulières, remboursement direct sur le compte de l'Etat.

ART.34. - Le présent décret remplace les dispositions en vigueur du 1er juillet 1985 en tout ce qui concerne les étudiants boursiers.

ART.35. - Le ministre de l'Enseignement Supérieur et le ministre de Finances et de l'Economie Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° R - 017
homologation des diplômes de l'Institut Supérieur Scientifique (ISS).

ARTICLE PREMIER. - Le présent décret a pour objet l'homologation de tous les concours de recrutement de l'Institut Supérieur Scientifique de la République Islamique de Mauritanie dans les métiers et autres diplômes de spécialité.

ART. 2. - Les diplômes de l'Institut Supérieur Scientifique de la République Islamique de Mauritanie sont les diplômes nationaux de spécialités.

ART. 3. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 066 du
rectification de l'arrêté portant admission des fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions de l'arrêté n° 680 en date du 15 mars 1993 à la retraite de certains fonctionnaires sont ainsi qu'il suit en ce qui concerne le point E. au lieu de 17025 lire 17026 D. Le reste sans changement.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et d

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 0061 du 11 janvier 1993 portant mise à la retraite d'un fonctionnaire pour li

ARTICLE PREMIER. - Est mis à la retraite Monsieur Camara Dafwa tiorpole, infirmier - et ce à compter du 1er octobre 1991 pour limite d'âge. Il a droit à la pension de retraite.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° 686 du 30 décembre 1992 portant création du Bureau d'exécution du projet (BEP) de Renforcement des soins de santé primaires au sein de la direction de Coordination du projet santé population.

ARTICLE PREMIER. Il est créée au sein de la direction de coordination du projet santé population une unité d'exécution du projet de renforcement des soins de santé primaires sur financement du fonds africain de développement dénommé bureau d'exécution du projet (BEP).

ART. 2. - Le BEP s'occupe spécifiquement du volet fonds africain de développement (FAD) du projet santé population.

ART. 3. - Le BEP s'occupe de tous les aspects de l'exécution du projet, il a pour tâches de :

- veuiller à ce que tant les objectifs physiques que les objectifs ultérieurs du projet soient atteints dans les délais prévus ;
- regrouper les programmes de travail et les budgets annuels préparés par les services responsables des composantes du projet ;
- initier et suivre la passation des marchés ;
- s'occuper des décaissements et gérer le compte spécial du projet ;
- tenir les comptes du projet et prendre les dispositions nécessaires pour la vérification de ces comptes ;

- superviser et coo et d'évaluation d projet ;
- assurer la liaiso développement.

ART. 4. - Le BEP est dirig par arrêté du ministre Sociales.

ART. 5. - Le chef du B travaux relatifs à l'exéc des relations avec les ba les correspondances entr les bailleurs de fonds. I missions effectuées par discussions.

ART. 6. - Le Secrétaire Santé et des Affaires l'application de cet arrêt Officiel de la République

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 002 du réintégration d'un fonction

ARTICLE PREMIER. Est r décembre 1992 Monsieu infirmier diplômé d'Etat, 520) depuis le 18 juill disponibilité d'un an pour

ART. 2. - Le présent arrêt Officiel de la République

Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 683 du 28 décembre 1992 portant désignation du président et des membres de la commission départementale des marchés du ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement.

ARTICLE PREMIER .- Sont nommés président et membres permanents de la commission des marchés du département de la communication et des relations avec le parlement :

Président :

- le secrétaire général

Membres :

- le chargé de mission
- le contrôleur des affaires administratives
- le directeur administratif et financier
- le directeur de la presse écrite et des relations extérieures.

ART. 2. - Participent à la commission des marchés en qualité de membres observateurs permanents :

- le contrôleur financier ou son représentant ;

- le directeur de
Plan pour les m
totalité par des

ART. 3. - Les représentants intéressés par un point ainsi que toute personne utile de consulter pour assistent aux séances circonstance.

ART. 4. - Le directeur chargé d'assurer le sec

ART. 5. - Le présent dispositions antérieures

ART. 6. - Le secrétaire Communication et des est chargé de l'application publié au Journal Officiel de Mauritanie.

III. - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

Bureau de
AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION
au livre foncier du cercle du

Suivant réquisition, n°333, déposée le 12 /8/1992, le sieur Mohamed Sidine ould Ehel Ely, profession , demeurant à Nouakchott et domicilié à Nouakchott.

demandé l'immatriculation au livre foncier d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de forme rectangulaire, d'une contenance totale de quatorze ares zéro centiares (14a, 00 ca), situé à Tensoueillem, connu sous le nom du lot n° 2 et borné au nord par la route de Boutilimitt, sud par une rue sans nom, est par un lot sans numéro et ouest par un lot sans numéro.

déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1^{ère} instance de Nouakchott.

Le conservateur de la propriété foncière
Dione Boubacar

CONSERVATION DE LA

Bureau de
AVIS DE DEMANDE
au livre foncier

Suivant réquisition, n°333, déposée le 12 /8/1992, le sieur Mohamed Abdou , demeurant à , a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un terrain consistant en un terrain d'une contenance totale (14a, 00 ca), situé à N

lot s/n ilot R/ Boutilimitt, au sud par une rue, est par une rue.

Il éclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :
Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1^{ère} instance de Nouakchott.

Le conservateur de la propriété foncière
Dione Boubacar